



HAL
open science

Les échos du local... Echos d'un appel à articles

Laurent Devisme, Elisabeth Pasquier-Merlet

► **To cite this version:**

Laurent Devisme, Elisabeth Pasquier-Merlet. Les échos du local... Echos d'un appel à articles. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2005, Les échos du local, 8, pp.9-26. hal-03177149

HAL Id: hal-03177149

<https://hal.science/hal-03177149>

Submitted on 22 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les échos du local...

Echos d'un appel à articles

LAURENT DEVISME

ELISABETH PASQUIER

MISE EN PERSPECTIVE

Considérons le temps long, pour commencer. Un long mouvement sociétal, de l'ordre de la dynamique de l'Occident, s'est produit avec le déclin des sociétés territoriales et l'émergence d'une représentation sectorielle de la société. Les sociétés industrielles sont du reste souvent analysées comme celles où prévalent des logiques de découpage verticales, chacune devant être traitée selon une politique spécifique : agricole (détachement du rural), sociale (l'assurance sociale remplace l'assistance)... « Ce passage de la territorialité à la sectorialité s'accompagne de l'émergence d'une nouvelle vision du monde, valorisant l'action des sociétés sur elles-mêmes. Désormais, les sociétés

industrielles disposent, grâce à leur savoir scientifique et leur appareil industriel, d'une capacité de modifier leur environnement sans commune mesure avec le passé. Mais le corollaire de cette évolution est ce qu'Y. Barel appelle "l'autoréférence sociale" : désormais, les sociétés industrielles doivent trouver en leur sein le référentiel qui donnera du sens à leur action. » (Muller, 1990, p. 21). Donnons quelques exemples de ces capacités instituant, de ces visées structurantes, portées par l'Etat : vocation militaire (Lorient), vocation d'industrie lourde avec des industries industrialisantes qui se sont finalement avérées être des cathédrales dans le désert, des « Monopolville »¹, vocation tertiaire avec Sofia Antipolis à Nice. Certes cela s'appelait de l'aménagement du territoire : il y avait bien une dimension spatiale contrairement au premier Plan de Monnet qui raisonnait uniquement par branches économiques et verticalement. Mais les spécificités locales ou le territoire ne faisaient l'objet que de peu d'attentions dans cette logique frontale qui a généré bien des critiques.

Depuis les années 1980, le « retour » du territoire et du développement local a exprimé une crise de légitimité de l'Etat, de ses différents corps ainsi qu'une nouvelle exigence de proximité. Mentionnons au moins l'énergie qu'a développée M. Marié pour théoriser *a contrario* le ménagement (Marié, 1989). Précisons l'un de ses apports sur la question qui nous préoccupe ici. Lorsqu'il compare la fortune de deux équipements hydrauliques, le Bas-Rhône Languedoc et le canal de Provence, de même génération, il peut émettre une hypothèse forte : dans le premier cas, l'échec est imputable au fait que la réalisation n'a pas rencontré de résistance (« et donc de principe de réalité »), alors que le canal de Provence a rencontré bien des aspérités, des rugosités qui l'ont fait exister et qui ont contribué, au final, à son appropriation. « D'où l'idée que, pour qu'un appareil technique perdure et fonctionne bien, il faut qu'il ait appris à composer avec du social, avec de la résistance locale. » (entretien avec T. Paquot in *Urbanisme* n°340, Janv-Fév 2005, p.80).

(1) La SOLMER à Fos représentait en 1985 les trois quarts des emplois industriels de la zone industrialo-portuaire. Quant à USINOR à Dunkerque, sa situation de monopole à l'ère du capitalisme monopoliste d'Etat a fait l'objet d'un livre « fameux » de Castells et Godard (1974) : *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*, Paris-La Haye, Mouton.

Il ne faudrait toutefois pas trop se hâter dans la conception d'une histoire cyclique, autour du pôle « déterritorialisation - reterritorialisation » : les territoires d'aujourd'hui n'ont plus grand chose à voir avec les communautés paroissiales d'hier. Surtout, quand bien même cette tendance est fortement marquée désormais avec de nouveaux champs de recherche (comme le développement local ou les politiques publiques), il n'en reste pas moins que perdurent à la fois des pratiques liées à la centralisation d'une part et à des phénomènes génériques liés à la mondialisation d'autre part.

Si la dialectique territoire-secteur est ici remobilisée, on voit donc qu'elle ne remplace pas une autre dialectique local-mondial ou local-global et qui nourrit bien des débats d'ordre politique aujourd'hui. A tel point que l'on peut identifier des mondialistes et des localistes et qu'il manque peut-être d'internationalistes et d'interculturalistes. Mais c'est une autre affaire.² Cette deuxième dialectique conduit notamment à chercher des manières de ré-établir les liens (en pensée comme en action) entre ce que nous vivons et les règles de structuration de l'économie mondiale. Et l'on peut alors convoquer aussi bien des romans (*Daewoo* de F. Bon) que des recherches pour souligner sans cesse qu'aucun inéluctable ne nous guette, sinon sous des figures idéologiques qui retrouvent leur fonction de voile, d'opacification des rapports sociaux.

Mais on gagnerait à reprendre une troisième dialectique, qui avait été conceptualisée par Y. Barel à partir de l'identification de deux logiques d'action³ : le rapport capitaliste au territoire fait de prélèvements dans la seule optique de leur rendement et le rapport patrimonial, précisément proche du ménagement. Ces deux logiques se retrouvent prises en relation de contrariété dans le processus capitaliste et c'est ainsi que l'on peut interpréter les débats que devrait aiguïser l'horizon du développement durable s'il n'était pas chargé, comme il l'est d'emblée, de toutes les vertus humanistes en contradiction flagrante avec les pratiques économiques en vigueur (l'enfer on

(2) qui n'est pas étrangère à notre proposition thématique, ce dont témoigne le dernier texte de notre dossier.

(3) Cf. « Modernité, code, territoire » in *Annales de la Recherche Urbaine* n°10/11, 1981

le sait, est pavé de bonnes intentions). Il est possible que la traduction récente du livre d'Alberto Magnaghi, *Le projet local*, aide à reprendre ce dernier rapport contradictoire, engageant de surcroît quelques pistes pour un développement local auto-soutenable, alternative à ce que l'auteur analyse comme un mouvement de déterritorialisation continue, caractéristique de la ville postfordiste. Si l'ouvrage engage un débat sur les plans urbanistiques, politiques et philosophiques, il montre aussi l'utilité d'une réflexion liant ces dimensions (Magnaghi, 2003).

Outre ce que ces dialectiques permettent de penser, nous soutenons que l'approche ethnographique, anthropologique est susceptible de fournir des clés de compréhension de ce qui construit, concrètement, du local, de l'effet local, à savoir de la combinaison de liens sociaux et spatiaux qui elle-même se trouve productrice de différenciation, de spécificité (et non de singularité). Nous écrivions dans l'appel à articles que l'on pouvait essayer « d'enregistrer au plus près les effets de chambres d'échos et autres caisses de résonance ». Donnons-en deux exemples issus de recherches récemment achevées, toutes deux appuyées sur un vecteur ethnographique.

TYPOLOGIE DE LIENS AUX LIEUX... LIEUX DE DÉCANTATION DES SONS. COUP DE SONDE EN DEUX MOMENTS DE RECHERCHE ⁴

Considérons d'abord les « cultures territoriales » telles qu'observables sur une petite commune multipolarisée par Nantes, Angers et Cholet ⁵. Un travail d'observation a consisté en un repérage de liens aux lieux différents, déconstruisant tous les codes qui, aujourd'hui, dominent des représentations territoriales figées, faites de spécificités, d'irréductibilités et d'opposition aux sociabilités urbaines. Ce terrain dont les sociabilités repérables signalent l'omniprésence du monde domestique s'avère en fait davantage traversé par des publics « importés » questionnant les idéologies territoriales ayant pignon sur rue. En analysant comment se composent les manifestations de différents liens aux lieux (liens domestique, inspiré, dramatisé,

(4) Les deux recherches évoquées ont été financées dans le cadre du programme interministériel de recherche « culture, ville et dynamiques sociales ».

(5) Cf. L. Devisme in J. Boissonade et al. (2003) *Cultures territoriales et sociabilités dans le mouvement*, rapport de recherche dans le cadre du programme interministériel « culture, ville et dynamiques sociales », DIV, 252 p. Ainsi que J. Boissonade et L. Devisme, « les enjeux urbains des épreuves sociales. Pour un espace public pratique » à paraître in « Des cultures et des villes. Les mémoires au futur » (dir. A. Bruston)

présumé, d'agrément), on peut documenter un versant territorial des identités qui n'est pas tant stable que constamment recomposé, en frottement avec un territoire au final troublé. Cette sociologie des contextes, menée ici de manière assez expérimentale (et fort peu instrumentée) resterait à articuler avec une sociologie des variables.

J.-S. Bordreuil, R. Sage et G. Suzanne ont pour leur part documenté très finement le rapport entre une ville et ses scènes musicales à partir du cas marseillais. Ils démontrent l'existence d'un « Marseille Sound System » par un travail diachronique de suivi de différentes chambres d'écho. On lit par exemple dans leur travail, à propos de l'irrigation des clubs européens par la techno : « Durant la période de 1988 à 1990, dans l'ombre de l'acid house en Angleterre (la techno est alors perçue comme une variante de la dance music), le son de Detroit va être diffusé sur les dancefloors, prendre place dans les bacs des magasins spécialisés, capter de nouvelles oreilles attentives et générer de nouveaux disciples locaux qui deviendront à leur tour les porteurs de ce son, revivifié à la sauce anglaise. »⁶ Il s'agit pour eux de contester les analyses en termes de « modes musicales » ou en termes de rôle majeur d'un initiateur ou leader musical. Il s'agit de prendre au sérieux et de comprendre ce qui rend possible un éventail de labels locaux qui puissent même ensuite s'exporter. D'où l'intérêt d'un dernier chapitre de la recherche, consacré au « déplacement des conventions musicales comme processus situé : formes, moments, acteurs. » Le processus situé fait du local une entité transmissive et créatrice, mise au compte d'opérateurs locaux.

Ces recherches permettent en tout cas de remettre en question certaines conceptions trop hâtives dominées soit par une forme de technologisme (déterritorialisation généralisée avec Internet et la mondialisation) soit par un effet de vogue transposant les ressorts de la communication territoriale aux villes elles-mêmes. Ainsi en témoignent les notions de « villes créatives » ou « territoires créatifs », qui, importées depuis une conception

(6) Cf. J.-S. Bordreuil, R. Sage, G. Suzanne, « Marseille et ses moments musicaux : villes et scènes musicales ». Rapport de recherche pour le ministère de la Culture et de la Communication, 2003, p. 162.

sociologique canadienne controversée (développée par R. Florida et relative à l'émergence des « classes créatives »⁷) se répandent sous les auspices d'un optimisme d'autant plus fort qu'il est porté par des fractions dominantes des appareils technico-politiques locaux. Par analogie spatialiste, des villes créatives seraient caractérisées par une capacité d'innovation voire d'invention et s'opposeraient à des « villes has been »... Le territoire créatif se trouve même évoqué par des économistes dans un article aux analyses très critiquables.⁸ Parler de ville créative revient souvent à mystifier un effet local – ce qui s'observe particulièrement pour Nantes depuis cinq ans environ.

(7) Cf. R. Florida, (2002), *The Rise of the Creative Class : and how it's Transforming Work, Leisure, Community and everyday Life*, New York, Basic Books. Mentionnons également des travaux sociologiques américains développés par Paul Ray et Sherry Anderson sur les « créatifs culturels » : ceux-ci désignent des gens de leur temps certes mais se déconnectant des modèles culturels dominants en termes de compétitivité et privilégiant développement personnel, qualité de vie, partageant des valeurs de solidarité voire spirituelles. On pourrait tout-à-fait les voir comme des idéaux-types du nouvel esprit du capitalisme !

(8) Cf. B. Guesnier et C. Lemaignan (2004), « L'émergence des territoires créatifs » in *Revue d'Economie Régionale et urbaine* n°1, pp135-146 : « D'une logique des espaces (1970) cette zone d'emploi (Nantes) est passée à une logique de coopération (1990) et entre maintenant dans une logique de "turbulence économique positive". Cette turbulence économique est rendue possible car elle est fondée sur une expérience de confiance (coopération) développant des partenariats entre institutions (et leurs acteurs) qui favorisent plutôt le soutien au développement d'entreprises existantes, l'accompagnement à l'émergence de nouvelles activités, au bénéfice de tous, principalement du territoire. » p. 140...

Cette personnification, cet anthropomorphisme aujourd'hui facilement observables tiennent à un phénomène médiatique qui remonte à quelques années et qui semble aujourd'hui s'emballer : en témoignent les fameux numéros spéciaux des hebdomadaires nationaux sur les villes de province. La fabrication de ce type de dossiers comme leurs effets sur les représentations des acteurs du local et de ceux qui le découvrent par ce prisme sont à questionner.

Le principe de marketing qui anime ces objets permet une augmentation des ventes (certains « numéros spéciaux » se vendent ainsi cinq à six fois plus que d'ordinaire) et la séduction d'un nouveau lectorat dans la durée ; la dimension informative n'est pas première. À l'occasion de ces parutions, une campagne d'affichage – dans les kiosques, autocollants dans l'espace public – vise la population cible. L'effet d'attraction repose dès l'origine sur une imposture. Le provincial se trouve flatté de découvrir que sa ville fait la « une » d'un journal national, mais il ignore la plupart du temps que la diffusion du dossier ne dépasse pas l'agglomération urbaine dans laquelle il vit, ou tout au plus les limites départementales. Ailleurs, l'hebdomadaire paraît sans la « une » locale et les pages intérieures du dossier qui la motivent. Le numéro spécial ne fonctionne qu'en miroir du local vers le local.

Différentes formules existent.⁹ La ville elle-même peut être le titre du dossier spécial, elle est alors abordée à partir de deux ou trois thèmes jugés majeurs pour lui dresser le portrait, à Nantes en ce moment : le port, le futur aéroport... Les sujets dont tout le monde parle déjà sont le plus souvent traités mais il arrive aussi que des thèmes dépassés soient repris comme si un sujet pouvait se prolonger par inertie : le creusement de l'Erdre à une période où cette perspective était pourrait-on dire déjà enterrée en est un exemple. Des indicateurs de classement vont permettre de savoir si la ville est celle où il fait vraiment bon vivre puisque la culture y est active, l'air pur et la circulation plus fluide qu'ailleurs, autant de variables dont le cumul semble pourtant hors de tout sens. Ces effets de palmarès « bidons » sont repris par les politiques eux-mêmes en guise d'illustration positive de leur travail, lors des vœux annuels par exemple, produisant un effet boule de neige alors même que ces évaluations ne reposent sur rien. Le classement des villes est aujourd'hui en train de passer des limites nationales à celles de l'Europe, ce qui relance sans doute le jeu pour quelques temps. Nantes caracole aujourd'hui en tête comme Montpellier hier et comme une autre demain, car arrivée au sommet, il ne reste plus qu'à redescendre et laisser la place à une ville où l'on découvrira grâce à une nouvelle variable qu'il y fait meilleur vivre.

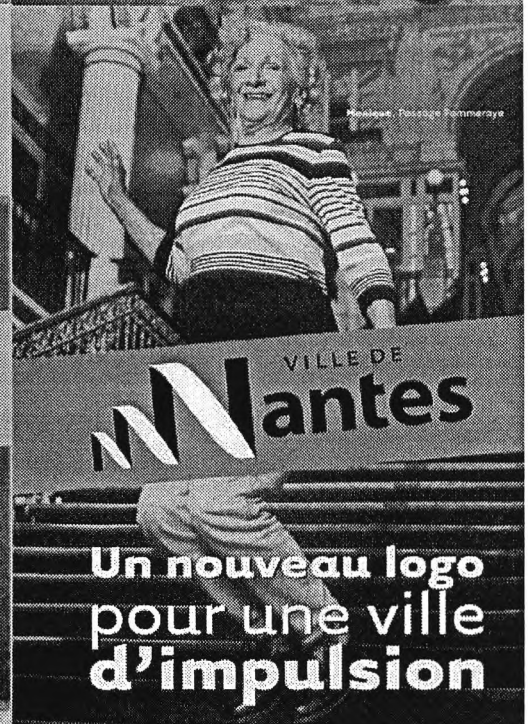
Il existe également des numéros thématiques, l'immobilier étant celui le plus vendeur. Viennent ensuite les palmarès, des meilleurs hôpitaux aux écoles supérieures, puis la question des politiques, de la figure du maire aux réseaux qui nous gouvernent (les vrais, les faux, l'éternel sujet du dévoilement des réseaux francs maçons). Enfin la formule des cent personnalités qui font la ville – on peut descendre à 50 dans une ville de taille moyenne –, est devenue un standard. Le titre en couverture mise souvent sur une révélation encourageant notre lecteur local à se précipiter pour enfin comprendre ce qui se trame dans sa ville, alors que le contenu des pages intérieures n'est qu'une suite de clichés repris d'une année sur l'autre et d'un journal à l'autre.

(9) Nous remercions Nicolas De la Casinière pour l'entretien qu'il a bien voulu nous consacrer en février 2005 sur ce sujet.

Le formatage de ces numéros est pensé sur un modèle unique, un cahier des charges très précis sert de référentiel, il est proposé par les rédacteurs en chef à des pigistes de province, qui circulent ainsi d'hebdo en hebdo en appliquant le cadrage idéologique de chaque support, afin de flatter le lecteur en fonction de ce qu'on suppose qu'il attend. On peut remettre à ces journalistes le numéro équivalent qui vient de paraître sur une autre ville pour s'assurer de l'intégration de cette norme (qui est aussi quantitative avec un nombre de signes défini).

La fabrication des numéros spéciaux sur l'immobilier repart d'un référentiel qu'il s'agit d'actualiser : un certain nombre de transactions récentes vont servir d'étalon et agir ensuite par approximation et guider les futurs vendeurs et acheteurs. Le ou la porte-parole des notaires transmet les informations au pigiste tout en proposant une analyse de la situation et tout en instrumentalisant cette information pour agir sur le marché. En gros, si l'ensemble des données semble peu fiable, dans le cas de l'immobilier, l'effet miroir produit de véritables effets sur la réalité des prix du foncier de la ville (où l'on retrouve directement la logique de la prophétie auto-réalisatrice).

Dans le domaine politique, ces dossiers spéciaux ont pour effet de renforcer la personnalisation du pouvoir et il en est de même pour les acteurs de la société civile ou de la culture ou de l'économie. Les collectifs restent totalement inexistantes puisqu'il s'agit chaque fois d'une personne, photo à l'appui, décrite par une notule de 200 à 300 signes maximum et dont le contenu livre des éléments anecdotiques et pittoresques sur la personne (origines, goûts, loisirs...) aux dépens des actions et du sens des actions dans lesquelles elle est engagée et pour lesquelles elle a pourtant été retenue. La mise en avant des personnes renforce les processus de notabilisation contraires à l'esprit même des actions engagées, entraînant une représentation tronquée de la vie sociale et culturelle de la ville. Car si certains prétendants souffrent de jalousie si leur tête saute, d'autres refusent de jouer à ce jeu ou bien encore fonctionnent de manière à ne pas être pris dans ce système de marketing qu'ils dénoncent.



Evoquons pour terminer cette « fenêtre » les dossiers que des quotidiens nationaux ont pu réaliser sur les villes (Le Monde et Libération) : ils sont de nature quelque peu différente même si une bonne partie des commentaires ici formulés peut les concerner. D'ordre plus panoramique, mieux informés, moins directement en prise sur les thématiques-valise, ils impliquent parfois une dimension critique soit dans la tonalité générale (cas de la présentation de Strasbourg par Libération sous le titre « Strasbourg brille moins », édition du 22/01/05), soit dans l'un des textes dans une prise de position d'un écrivain par exemple (« une ville qui n'existe pas » selon Philippe Forest pour Nantes, édition du 25/09/04).

Avisés des ressorts de ce type de construction du local, il ne s'agit pas pour autant de dénier une réalité de l'effet local, de surplomber ces fabriques qui ne renverraient qu'à des logiques de personnification d'actions en un temps caractérisé par la prégnance de phénomènes génériques. Puisque nous sommes à Nantes, mentionnons une consistance particulière concernant la production de recherche urbaine. On peut voir par exemple comment la critique de la culture dominante et l'intérêt pour les questions de la classe ouvrière, déployés dans des approches à dominante ethnographique pistant les aspérités du quotidien, ont connu une certaine fortune finissant par faire spécificité.

La section de sociologie de l'Université de Nantes s'est centrée dès l'origine sur la classe ouvrière. Michel Verret y enseigne à partir de 1967, il crée et dirige le LERSCO (Laboratoire d'études et de recherches sur la classe ouvrière). Outre des ouvrages théoriques sur le marxisme, il va consacrer une trilogie à la classe ouvrière : l'ouvrier français dont le premier volet portera sur « l'espace ouvrier » (1979). Jusque là étudiée dans l'espace du travail et des luttes, Michel Verret y interroge cette fois la classe à travers l'espace du logement, de la rue, du quartier et de la ville en tant qu'espaces de partage avec les autres classes. Il mesure l'importance des conquêtes acquises en vingt ans concernant les surfaces, le confort, les prestiges du décor, l'accès

à la propriété de la maison et se demande si ces acquis ont remis en cause l'identité de classe.

Le poids du logement social dans la ville de Nantes et l'agglomération et la dynamique d'acteurs politiques et techniques en charge de ces quartiers, expliquent que des chercheurs comme Michel Pinçon et Gérard Althabe soient intervenus sur ces territoires pendant les années soixante-dix. Ils travailleront respectivement au Sillon de Bretagne et dans la ZUP de Bellevue, révélant les premières analyses sur les mécanismes ségrégatifs et leurs conséquences en matière politique, l'un à partir de la théorie des champs de Pierre Bourdieu, l'autre fondant le domaine de l'anthropologie urbaine.

Les ouvrages vivent ensuite leur vie, repris par des chercheurs travaillant sur des problématiques proches. Les noms des terrains de recherche, lorsqu'ils ne sont pas modifiés pour garantir l'anonymat, restent dans les mémoires, créant ou renforçant les traits d'une ville. Ainsi de Chantenay et de la ZUP de Bellevue dans les travaux de Daniel Pinson, les jardins ouvriers de la Fournillère à Chantenay toujours (Pasquier-Petiteau). La question ouvrière et les quartiers d'habitat social ayant été des thèmes privilégiés, (largement travaillés aussi par deux bureaux d'études nantais : l'AURES et le GERS), la circulation des écrits en sciences sociales et « l'effet terrain » font vivre dans la durée la composante « populaire » de la ville alors même que celle-ci ne cesse de s'en distinguer.

Cette brève histoire traversant des figures et leurs parcours permet de comprendre, *a posteriori*, comment le rapprochement spatial produit une certaine forme de sédimentation de lignes thématiques. Sédimentation ne signifie pas accumulation linéaire certes, il est même souvent question de différenciations localement, de positionnements non homogènes. Mais elle pointe des môles aussi bien dans la recherche que dans les rapports entre des chercheurs et des « acteurs ». Par exemple, cette histoire peut rendre compte pour partie des caractères de la première biographie de J.-M. Ayrault, réalisée par un

journaliste local impliqué dans un travail de recherche.¹⁰ Ou encore, lorsque nous avons réalisé une recherche relative à une analyse de la politique de la Ville par l'approche biographique, nous nous sommes saisis de connaissances antérieures entre protagonistes pour interroger par le prisme de la construction d'un individu ce qui peut relever d'une culture politique locale¹¹. Ce qui ne se fait pas sans la mise en relation d'un maximum de plans d'expérience et requiert probablement le partage entre chercheurs et acteurs d'un certain nombre de références. Ces plans d'expérience partagés se constituent par des croisements sur un territoire commun.

RICOCHETS DE L'APPEL À ARTICLES

Notre appel à contributions identifiait certains des enjeux précédemment développés. Les réponses, globalement, n'ont pas atteint ce que l'on imaginait et il s'en fallait de peu que l'on s'empare directement de la question pour développer un article en tant que tel. Mais c'est toute la question de l'état d'esprit de la rédaction des appels à contribution qui est ici posée. Il ne tenait qu'à nous de ne point trop charger les attentes ! Cette impression d'ensemble ne doit pas, évidemment, diminuer l'intérêt de chaque apport mais, comme on le sait, le tout n'est pas la somme des parties !

Un ensemble de textes aborde la question des rapports entre des politiques publiques ou actions volontaristes et les configurations locales : qu'il s'agisse d'un tramway, de marketing territorial, d'un projet de nouvelle école ou d'une expérimentation portée par une structure ministérielle. Les approches de ces politiques sont chaque fois différentes (plutôt géographiques et aménagistes ou sociologiques ou en termes de systèmes d'acteurs). Un autre ensemble aborde, sous un angle plutôt anthropologique, la question de la proximité : qu'il s'agisse de risques de son instrumentalisation actuelle dans une petite ville en crise économique avec des effets pervers redoutables, de la manière dont se jouent logiques topographiques et

(10) Cf. A. Besson (2004), *Jean-Marc Ayrault, une ambition nantaise...*, Nantes, Coiffard.

(11) Cf. L. Devisme, E. Pasquier, (2002), *Daniel Asseray et la question urbaine. La politique de la Ville par l'approche biographique*, rapport de recherche pour la DIV, 97 p.

topologiques entre des implantations de restauration rapide et leur support infrastructurel, ou encore que la dimension proxémique¹² soit couplée à une recherche d'un interculturelisme plus fort.

La plupart des articles témoignent de recherches en cours, non abouties ou croisant d'autres formes de restitution. Ce caractère peut à l'occasion motiver quelque frustration du lecteur mais il est aussi ce qui légitime leur rassemblement dans le cadre de cette revue qui ne se veut pas tant de valorisation que d'expérimentation d'esprits critiques en acte.

Trois textes questionnent les rapports entre configurations locales et politiques publiques. C'est la sphère technique des politiques publiques qui est le prisme privilégié par Taoufik Souami et Isolde Devalière dans la restitution d'une recherche-suivi d'un appel à propositions de recherche et d'expérimentation lancé par le PUCA sous l'intitulé Renouveau Urbain et Expérimentation. Cette approche comparative, appuyée sur des références en sciences politiques et sociologie de l'organisation, permet d'une part de questionner l'état actuel de la décentralisation, avec en particulier des effets de flou, d'indétermination d'attributions et surtout un renforcement de pouvoirs locaux ne tendant pas nécessairement au polycentrisme. D'autre part, elle documente les jeux possibles entre acteurs de la fonction publique territoriale, de la fonction publique d'État, élus locaux, experts, sans oublier des acteurs privés qui, s'associant dans des réponses à des appels d'offre, entrent dans les négociations. La part des contextes apparaît décisive et l'introduction de la thématique environnementale ne semble pas bousculer les rapports de force préexistants, tant au niveau local que national.

Caroline Paul et André Sauvage, derrière une vaste bannière de la dialectique local/global (proche en fait de celle local/national), évoquent un travail en cours de suivi du projet de nouvelle

(12) Le terme de proxémie est inventé par E.T. Hall dans *La dimension cachée*, Paris, Seuil, 1971 (première édition aux États-Unis en 1966). Il se rapporte à l'analyse des usages spatiaux, l'espace étant une entité culturelle spécifique à chaque civilisation. D'où des analyses spécifiques, chez Hall, relatives à la proxémie comparée engagée comme géographie culturelle.

école d'architecture dans le centre de la Ville de Nantes. Ils relatent comment une maîtrise d'ouvrage s'est constituée dans le temps (de la D.D.E. à l'EMOC) et comment elle interagit avec une maîtrise d'usage plus décrétée que réelle et une maîtrise d'œuvre jouant finalement des arguments de la flexibilité dans un projet qui n'est pas sans rappeler, à certains égards, le bâtiment de l'actuelle école... On aperçoit dans ce texte l'importance des négociations multipartites et les délais que réclament les partenariats financiers entre échelons de collectivités locales. Pour ceux qui souhaiteraient approfondir, il serait possible de voir en quoi certains porte-parole d'une école d'architecture peuvent eux-mêmes être les porteurs de références nationales, trouvant dans un concours l'occasion de se manifester, d'exister sur une scène, tirant quelques profits symboliques dans un champ qui, s'il s'ouvre à la question urbaine, n'en reste pas moins rivé à l'échelle architecturale – ciel, mon bâtiment !

La présentation d'un travail de recherche en cours sur la symbolique urbaine et son « management » dans de grandes opérations urbaines françaises embarque le lecteur dans les affres du marketing urbain. Plus précisément, Camille Tiano pose des questions relatives aux corrélations que l'on peut opérer entre indicateurs de dynamisme métropolitain et cohérence du travail sur le « capital image » (M. Dumont) d'une ville. Pointant les limites interprétatives de sa démarche comparatiste, l'auteur argumente l'intérêt – politique et gestionnaire pourrait-on dire – de maximiser les connotations entre les valeurs et images portées par les villes et relatives aux opérations urbaines à la fois emblématiques et portant sur d'importants enjeux de requalification. Si l'on ne trouve pas ici de critique des leviers de la production urbaine emblématique ni une comparaison des structures de médiatisation ou des effets en terme de production de cartes mentales à la fois spécifiques et génériques, l'article peut toutefois envoyer sur ces pistes.

La problématisation de la proximité dans la dialectique logiques de place-logiques de flux, est centrale dans les quatre autres textes¹³. Les deux premiers de cet ensemble questionnent les objets et pratiques de mobilité. Sous le titre « pratiques de passage et de proximité en milieu périurbain », Marie-Hélène Bacqué, Antoine Brès, Amélie Flamand et Béatrice Mariolle renvoient à des enquêtes de terrain relatives à deux McDo de la nationale 7. Mettant en cause la question de la mobilité comme composante exclusive du péri-urbain, les auteurs se basent sur l'observation ethnographique et la passation d'un questionnaire auprès des clients des deux restaurants rapides. Cette démarche articule le relevé des dispositifs urbains et des pratiques sociales autour des territoires de la voie et des déplacements piétonniers afin de comprendre comment ils contribuent à perturber les seules fonctions de mobilité, participant à la construction de situations de riveraineté, de territoires de la proximité et de la quotidienneté. Au final, mobilité et proximité semblent d'avantage se conforter que s'opposer sans qu'il soit possible de dire en quoi la configuration spatiale de ces lieux d'interface agit sur ces pratiques automobiles et piétonnières tant les inventions du quotidien se jouent des problèmes d'accessibilité confirmant les attentes et besoins autour de ces nouveaux territoires péri-urbains.

La recherche sur les effets de la transformation urbaine et la co-construction sociale du tramway dans l'agglomération de Caen se situe dans une perspective anthropologique compréhensive de la logique interne des rapports sociaux dans la ville (Vrignon, Levasseur). L'enquête montre que le tramway chargé à l'origine de relier des territoires différents est facteur de tension sociale en raison de la nouvelle confrontation de connexité de territoires auparavant disjoints. Le récit unificateur du tramway, injonction à la normalisation décrétée par les gouvernants, tente d'assurer une régulation sociale en noyant tous les habitants dans un tissu urbain indifférencié, sur la base du fonctionnement individualiste des couches moyennes. Cette imposition normative rencontre des rapports sociaux

(13) On pourra aussi relire les contributions au dossier intitulé « les seuils du proche » des *Annales de la Recherche Urbaine* n°90, septembre 2001.

locaux construits différemment, elle risque fort d'invalider les systèmes de régulation interne qui y étaient associés, les plus démunis étant ceux dont on exige prioritairement un changement de posture.

A partir d'une enquête menée dans une petite ville industrielle de 3000 habitants située à proximité d'une ville moyenne et en réinterrogeant les notions du banal et de l'exotisme, Sabine Dupuy et Annie Cyngiser montrent comment le local pris dans le jeu de la décentralisation et des injonctions paradoxales liées aux nouvelles valeurs de la démocratie de proximité et de la magie de la gouvernance, est nié au niveau de ses spécificités et de ses systèmes de valeurs propres. Le double effet des interventions arbitraires de l'Etat au nom de l'intérêt général (lutte contre le désenclavement, démolition de logements sociaux, délocalisation des services administratifs et sociaux...) et du système quasi féodal d'un maire distribuant ses aides sur un mode individuel détruisant les systèmes d'entraide propres à la culture ouvrière, neutralise définitivement toute construction collective, qu'elle s'exprime sous une forme festive ou de contestation.

Les conclusions de ces deux articles rejoignent celles de travaux récents sur la procédure de résidentialisation dans le logement social où l'on constate l'imposition d'une norme d'aménagement importée des résidences privées et le déni des espaces collectifs, sources de conflits mais aussi supports à l'élaboration d'une culture commune faite de revendications et de négociations face à un bailleur, une collectivité territoriale, à la puissance publique et à l'aide sociale¹⁴. Ces constats confirment l'hypothèse émise par M. Marié, citée plus haut.

(14) Cf. *La Société des voisins*, sous la direction de Bernard Haumont et Alain Morel, Et en particulier les articles de Ch. Lelevrier et B. Guigou, de Cl. Levy-Vroelant, B. Dussart et J.-P. Frey et celui d'A.-M. Giffo-Levasseur et E. Pasquier. Direction de l'Architecture et du Patrimoine, collection Ethnologie de la France, Cahier 21, Ed de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2005.

Le dernier texte sélectionné pour ce dossier est issu d'une conférence donnée par Francis Jeanson en 1998. Sa visée est clairement d'ordre émancipatoire et ce que l'on perdrait ici en rigueur analytique, on le gagne en clairvoyance quant aux chantiers – à la fois scientifiques et politiques – à ouvrir.

Ode au local ? Pas en tant qu'entité géographique mais comme « concernement » indispensable pour penser ces événements qui ont tout l'air de nous dépasser. Le parcours de l'auteur témoigne de la nécessité de vivre le politique, quelque soit le contexte que l'on s'efforce de pratiquer – chaque fois englobé par d'autres¹⁵. L'enjeu est toujours d'agir de niveau en niveau, de contexte en contexte, en commençant par le plus modeste et surtout celui sur lequel on peut réellement intervenir, l'horizon à atteindre étant le mondial¹⁶. Mobilisant autant une critique de l'idéologie « droit-de-l'homme » que celle de l'idéologie communautariste, le texte invite à habiter un processus, celui de la dialectisation. Non pas seulement comme opération mentale donc, mais comme posture mettant en avant la figure de la médiation. On peut trouver bien des accointances avec des textes d'Henri Lefebvre, qu'il s'agisse du *Manifeste différentialiste* ou de *Logique formelle, logique dialectique*. Une autre parenté entre ces auteurs se trouverait dans leur critique du structuralisme et de ses effets – ce qui ne revient pas à un spontanéisme ou à un ré-enchantement du sujet. Pointons pour terminer une autre filiation à laquelle invite une lecture récente : lorsque F. Aubenas et M. Benasayag écrivent *Résister, c'est créer*, ils évoquent notamment la possibilité de concilier projet local et programme global. Le projet local se réalise par une coordination de « métaéconomies singulières » relevant d'universalités concrètes opposées aux universalités abstraites produites par le capitalisme. En ce sens, s'il fallait un mot d'ordre disent les auteurs, il serait « agir local, penser local » (p.96) !

Ces moments du numéro explicités, reste, chers lecteurs, à les éprouver, dans quelque local où vous vous trouviez !

(15) Précisons justement, pour un auteur peu familier de l'univers des études urbaines : après s'être engagé dès 1943 où il vécut sa première expérience de leadership dans un camp d'internement en Espagne, Francis Jeanson a rencontré l'Algérie en 1948, où il a construit et dirigé le réseau qui a porté son nom en soutien à la lutte pour l'indépendance algérienne. Il s'est ensuite impliqué dans une action culturelle en Bourgogne puis dans le champ psychiatrique. En 1992, la situation de la Bosnie l'a à nouveau mobilisé avec la création de l'association Sarajevo. Chaque fois il s'agit pour lui : « d'aider les gens à penser qu'ils peuvent produire et partager du sens. »

(16) Cf. F. Jeanson, Ph. Forest, P. Champagne, (2005), *La culture, pratique du monde*, éditions Cécile Defaut, janvier.

PRINCIPALES RÉFÉRENCES

- AUBENAS, F., BENASAYAG, M.** (2002),
Résister, c'est créer, Paris, La Découverte.
- CASTELLS, GODARD** (1974),
Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain,
Paris-La Haye, Mouton.
- HALL, E.T.** (1966-1971),
La dimension cachée, Paris, Le Seuil.
- HAUMONT, B., MOREL, A.** (2005),
La Société des voisins, Paris, MSH
- LEFEBVRE, H.** (1946-1982),
Logique formelle, logique dialectique,
Paris, Editions Sociales
- LEFEBVRE, H.** (1970),
Le manifeste différentialiste, Paris, Gallimard
- MAGNAGHI, A.** (2000-2003),
Le projet local, Liège, Mardaga
- MARIÉ, M.** (1989),
Les terres et les mots, Paris, Méridiens Klincksieck
- MULLER, P.** (1990),
Les politiques publiques, Paris, PUF.